AU TREIZIÈME JOUR DE LEUR MOUVEMENT

Pressions sur les enseignants grévistes

L'état de santé des 45 enseignants contractuels en grève de la faim se dégrade. Hier encore, deux d'entre eux ont dû être évacués vers l'hôpital dans un état comateux.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Depuis hier, ils font face à une nouvelle forme de pression exercée par les forces de l'ordre dans l'enceinte de l'hôpital Zmirli. Selon la porte-parole des grévistes, des policiers ont apostrophé hier les enseignants pour «récolter des informations». Une attitude interprétée comme une autre forme de pression, puisque même des infirmiers ont pris position dans ce conflit qui les oppose à Benbouzid et n'ont pas hésité à menacer les grévistes d'appeler les services de sécurité. Au treizième jour de la grève, les enseignants grévistes déplorent la mauvaise prise en charge des personnes évacuées qui se limite à une perfusion de sérum. «Hier, deux enseignants ont dû attendre plus d'une heure pour qu'un médecin vienne les ausculter. Ils sont restés allongés sur le brancard dans la salle d'attente. Il a fallu qu'on fasse intervenir le chef de service pour qu'ils soient enfin auscultés. Après une perfusion de sérum, l'infirmier, qui n'a même pas pris la peine de remesurer la tension pour la glycémie, s'est contenté de leur recommander d'aller manger», déplore une enseignante. Au siège du Snapap, même si les nouvelles ne sont pas toujours bonnes, les grévistes conservent un moral d'acier. Très fatigués, beaucoup d'entre eux restent allongés, lisant les journaux et commentant les articles. Leurs journées sont ponctuées par les visites de syndicalistes solidaires ou des représentants de la société civile, sensibles à leur cause. Du côté du ministère de l'Education, c'est toujours le silence radio. La dernière déclaration de Benbouzid n'avait apporté aucun élément nouveau. Aux grévistes qui revendiquent leur intégration, Benbouzid avait répondu que le concours était l'unique solution envisageable. Se disant fatigués, les grévistes ont délégué le comité de soutien, constitué de représentants de partis politiques et d'associations pour jouer les médiateurs avec le ministère de l'Education. Des représentants du FFS, du MDS, du PST, d'Ennahda, d'El Islah, de la LADDH devaient se réunir hier au siège du Snapap pour faire le point sur le mouvement de protestation et arrêter les actions à entreprendre pour faire aboutir les revendications du comité national des enseignants contractuels. La réunion a finalement été ajournée à aujourd'hui tandis que le principe d'un rassemblement devant le ministère de l'Education le 30 juillet prochain figure toujours au programme des actions à entreprendre dans l'immédiat pour tenter d'ouvrir un dialogue avec la tutelle qui se mure dans un assourdissant silence. Par ailleurs, le Forum social maghrébin a initié une pétition en faveur des grévistes alors que ses membres ont décidé de se rassembler devant l'ambassade d'Algérie au Maroc en signe de protestation contre le silence des pouvoirs publics.

N. I.

ALORS QUE LA RENTRÉE SOCIALE COÏNCIDE AVEC LE RAMADAN

Le Cnapest exige l'indexation du niveau des salaires sur le taux d'inflation

Sorti renforcé par la réussite de son congrès tenu les 10 et 11 juillet, le Cnapest maintient la pression sur les pouvoirs publics pour faire aboutir ses revendications, salariales entre autres.

Photo : Samir Sid

Des actions de protestation sont envisagées.

Il estime en effet que la dernière augmentation salariale a été «tuée» par un taux d'inflation de 7 %. A l'issue de ce conclave de mise en conformité qui s'est déroulé sous le triptyque : militantisme, école et citoyenneté, le syndicat se donne désormais une ligne de conduite. Un baptême du feu, à la prochaine rentrée scolaire, pour les 160 nouveaux membres du Conseil national du Cnapest n'est pas exclu.

Le Conseil national des professeurs de l'enseignement secondaire et techniques Cnapest, renouvelle ses revendications et dans le cas du non-aboutissement de celles-ci, un dirigeant de ce syndicat n'exclut pas des actions de protestation. «Nous revendiquons un salaire digne et nous demandons d'être associés comme partenaire entier aux négociations sur le régime indemnitaire. Nous demandons un dialogue responsable, pour résorber les difficultés en cours, permettant une rentrée scolaire sereine», nous dit le chargé de l'information et de la communication du Cnapest, Boudiba Messaoud, également membre du nouveau bureau exécutif issu du dernier congrès (10-11 juillet 2008) de ce syndicat.

Pressé de dire ce que compte faire le Cnapest pour faire aboutir ses revendications, M. Boudiba, qui nous a rendu visite au bureau de Boumerdès, accompagné de deux membres du Conseil national de la région de Boumerdès, nous a déclaré en sous-entendant que des protestations ne sont pas à exclure. «Habituellement, c'est au cours de l'université d'été que les décisions sur la rentrée scolaire sont arrêtées. L'été de cette année a été consacré au congrès. C'est donc le nouveau conseil national, qui se réunira au mois d'août, qui décidera du plan d'action.»

Revenant au point nodal de ces revendications, notamment la révision des salaires qui a été discuté par les congressistes, ces derniers estiment, selon notre visiteur, que la dernière augmentation consentie par le gouvernement, d'ailleurs fortement contestée par les syndicats autonomes, a été «tuée» par l'inflation galopante que subissent les ménages. «La dernière augmentation a été éliminée par l'inflation galopante dans notre pays. Ce taux est actuellement de 7 %. Pour protéger les ménages, les congressistes demandent aux pouvoirs publics l'indexation du niveau des salaires sur le taux d'inflation». En clair, le syndicat exige la corrélation entre les salaires et le pouvoir d'achat. M. Boudiba rappelle en outre les autres revendications du Cnapest particulièrement le statut particulier des professeurs des lycées, la révision de la liste des maladies professionnelles ainsi que le problème du logement qui, selon lui, est considéré par les enseignants comme étant un outil de travail.

Un congrès réussi

M. Boudiba, accompagné de MM. Si Youcef et Salhi membres du conseil national ainsi que de M. Bechla, membre du bureau de wilaya de Boumerdès nous a, par la suite, fait un exposé sur le congrès du syndicat qui s'est déroulé les 10 et 11 juillet à l'ITE de Ben Aknoun. Ce conclave, auquel se sont associées 45 wilayas à travers les 333 délégués présents à l'ouverture des travaux, avait pour slogan «Militantisme, Ecole et Citoyenneté.» «Nous sommes pour une école moderne, qui prend en charge les exigences universelles pour former des citoyens conscients de leurs devoirs et de leurs droits, dans une société qui les respecte et qu'ils respectent. Nous estimons que les citoyens doivent participer positivement à la construction d'une société tolérante. Nous préconisons le respect des libertés universelles et des libertés syndicales particulièrement. Précisément nos compatriotes veulent bouger et faire les efforts nécessaires pour l'amélioration dans tous les domaines. Malheureusement ils sont découragés, par moult entraves dressées devant eux, d'où notre devise : militantisme» nous dit Boudiba.

Au plan organique, le congrès a conservé le système de gouvernance horizontale dans lequel la prise de décision est collégiale. Le congrès a élu un Conseil national de 160 membres d'où est issu un bureau exécutif de 13 membres ayant comme coordinateur M. Nouar Larbi pour un mandat de 3 ans. Selon M. Boudiba, ce congrès a été rehaussé par la présence de partis politiques comme le RCD, le FFS, le PST, des différentes Ligues algériennes de protection des droits de l'homme, des syndicats autonomes et de personnalités d'envergure nationale. Il n'a nullement évoqué la présence de représentants des partis politiques proches du pouvoir, même ceux qui crient sur tous les toits qu'ils défendent les droits des travailleurs, encore moins le syndicat du pouvoir. C'est tout un programme !

Abachi L.

RENTRÉE SCOLAIRE

Pas besoin de paperasse

Les élèves qui seront cette année scolarisés et ceux admis en classe supérieure ne présenteront aucun dossier de réinscriptions à la prochaine rentrée scolaire, à l'exception de ceux qui passent d'un palier de l'enseignement à un autre.

Ceux-là, ils devront présenter un dossier scolaire à la rentrée scolaire composé d'un extrait de naissance, d'une fiche individuelle et photos.

Une décision a été réitérée par le ministre de l'Education nationale M. Boubakeur Benbouzid à l'occasion de ses innombrables sorties médiatiques et qui prend effet dès la rentrée prochaine, prévue, rappelons-le, pour le 13 septembre.

Ainsi donc, les élèves et leurs parents seront soulagés des chaînes interminables enregistrées à l'approche de chaque rentrée devant les guichets de l'état civil, au niveau des mairies. C'est une souffrance, en effet, à laquelle sont livrés les élèves chaque année pour se faire délivrer les fameux documents. Des bousculades, des altercations et insultes sont enregistrées durant les heures d'attente. Les agents, travaillant au niveau des services de l'état civil, sont submergés par la demande, que parfois ne parviennent pas à maîtriser leur colère. Entre l'affluence des travailleurs, universitaires et élèves de tous les paliers, il est impossible de fournir les documents administratifs dans de bonnes conditions. Dans d'autres pays, un extrait de naissance peut être retiré dans les grandes surfaces, dans plusieurs structures administratives alors que nous, il faut se déplacer jusqu'à la mairie et ses annexes pour obtenir un document de l'état civil. Face à cette difficulté, le ministre de l'Education a jugé inutile de présenter à chaque rentrée des documents administratifs.

Les directions de l'éducation ont été sensibilisées sur cette question et sont chargées de diffuser l'information auprès des établissements scolaires, afin de faciliter la rentrée scolaire aux élèves et à l'administration des écoles également. Selon des sources ministérielles, le ministre a instruit les directeurs de l'éducation sur l'application de cette nouvelle règle. Mais, il faut attendre la rentrée pour voir si cette décision sera mise en œuvre sur le terrain.

R. M.